

Larry Johnson : blocus naval russe d'Odessa et attaque ukrainienne d'un navire iranien

Larry Johnson discute du blocus naval d'Odessa par la Russie et de l'attaque de l'Iran par l'Ukraine. Johnson est un ancien analyste du renseignement de la CIA qui a également travaillé au Bureau de la lutte antiterroriste du département d'État américain. Lisez Sonar21 de Larry Johnson :

<https://sonar21.com/> Achetez des produits dérivés : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok>

Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter :

https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les

recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen>

Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres

du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Larry Johnson nous rejoint à nouveau. C'est un ancien analyste de la CIA, qui a aussi travaillé au Bureau de la lutte antiterroriste du département d'État américain. C'est un plaisir de vous revoir, Larry.

#Larry Johnson

Merci, Glenn. Je suis contente de voir que vous restez très occupé. On ne l'est pas tous ? Moi, j'essaie de l'être.

#Glenn

Eh bien, il y a eu beaucoup d'euphorie dans les médias occidentaux à cause de toutes ces attaques de l'Ukraine et, soyons honnêtes, aussi des attaques de l'OTAN contre les navires russes, dans la mer d'Azov comme dans la mer Noire. Et comme toujours, personne ne pense à l'escalade, en termes de représailles qui vont suivre. Or maintenant, surtout ces dernières semaines, nous voyons les représailles battre leur plein. Les Russes pilonnent très lourdement Odessa et les ports d'Odessa. On voit même les FAB être utilisées, c'est-à-dire ces bombes très puissantes qui ont été modifiées pour pouvoir planer jusqu'à leur cible. On voit aussi que les navires ukrainiens en mer Noire, ou même simplement tous les navires se dirigeant vers les ports ukrainiens, sont traqués, ce qui semble, en substance, faire de l'Ukraine un pays de facto enclavé. Comment interprétez-vous, disons, les stratégies russes et la direction que prend cette situation ?

#Larry Johnson

Maintenant, la Russie ne fait plus dans la demi-mesure. Vous savez, Dmitri Peskov nous en a donné un aperçu il y a environ quatre semaines, avec des déclarations faites à des jours successifs. Je crois qu'il a fait un commentaire un lundi à un journaliste, puis une déclaration le lendemain à un autre média. Il a dit : écoutez, ce n'est plus une opération militaire spéciale. C'est une guerre, et c'est une guerre contre l'Europe. C'était donc reconnaître la réalité de la situation. C'est après cela que nous avons commencé à voir une augmentation spectaculaire des attaques russes contre Kyiv et d'autres villes, visant... vous savez, et cela a coïncidé avec les avertissements lancés par Sergueï Lavrov et divers responsables russes aux Occidentaux : vous savez, ne restez pas à Kyiv.

Si vous restez à Kyiv, vous risquez, vous savez, d'être tué. Partez. Sinon, vous assumez tous les risques. Ils ont donc commencé par ça. Et puis, ce qui était remarquable, c'est que pendant plus de quatre ans, la Russie n'avait fait aucune tentative pour fermer Odesa. Odesa restait un port en activité. Les navires entraient et sortaient, globalement sans problème. Je veux dire, la Russie menait parfois des attaques contre certaines infrastructures, contre certains navires, mais dans l'ensemble, elle laissait faire. Cela remontait à un accord que la Russie avait conclu, à mon avis stupidement, avec les Nations unies, pour permettre aux céréales de sortir d'Ukraine. Et l'Ukraine en a largement profité.

Alors, quand les Ukrainiens et les Européens se sont dit : « Oh, voyons si on peut détruire la marine russe dans la mer d'Azov, ou tenter de neutraliser des navires russes en mer Noire », la Russie a dit : « D'accord, ça suffit. » Et là, ils ont vraiment monté d'un cran. Donc Odesa n'est désormais plus un port opérationnel. Il est fermé. Fermé aux affaires. Fermé pour un avenir prévisible. Et c'est, je ne sais pas si vous voulez appeler ça un étranglement lent ou un étranglement rapide, mais cela étrangle l'économie ukrainienne. Les Ukrainiens vont être privés d'importations essentielles. Ils sont aussi privés des flux de trésorerie cruciaux qui provenaient des exportations qu'ils réalisaient auparavant. Et la Russie, vous savez, elle frappe sans distinction.

Tout navire qui se dirige là-bas, peu importe le pavillon qu'il arbore, ils le coulent. Et le message est passé. Maersk, qui est l'une des plus grandes compagnies maritimes internationales, a essentiellement dit : « D'accord, on s'en va. C'est terminé. Nous ne retournerons pas à Odessa ni, d'ailleurs, à Mykolaïv. » Donc, cela a vraiment ajouté une toute nouvelle dimension à cette guerre. Et, vous savez, outre la destruction d'importantes installations de production militaire à Kyiv, et maintenant la fermeture d'Odessa, on observe parallèlement une accélération significative des avancées au sol tout le long de la ligne de contact, dans l'est de l'Ukraine. Les Russes, je pense, avancent beaucoup plus vite maintenant et remportent bien davantage de succès que ne l'avaient prédit de nombreux analystes, surtout en Occident.

#Glenn

Je me demande si l'Ukraine et l'OTAN n'ont pas rendu service à la Russie sur ce coup-là. Parce que je pense que l'une des raisons pour lesquelles la Russie n'avait pas, jusqu'ici, bloqué le transport maritime ukrainien, c'est que, d'une part, cela aurait impliqué de frapper des navires qui n'étaient

même pas ukrainiens. Et d'autre part, cela aurait perturbé une grande partie du commerce avec les partenaires de la Russie dans le Sud global. Donc, encore une fois, la Russie a peut-être perdu les bonnes grâces de nombreux pays qui lui sont favorables. Mais maintenant, avec ces attaques contre des navires russes, soutenues par l'Ukraine et l'OTAN, même les partenaires les plus proches de la Russie, ainsi que tous ceux qui seraient touchés, pourraient comprendre sa réaction. Parce que que peut faire la Russie ? Rester là sans rien faire ?

Mais cela pose quand même la question suivante : chaque fois que l'Ukraine est en difficulté, ou que les choses ne vont pas bien pour les États-Unis, ils reviennent toujours à la diplomatie, comme on le voit par exemple en Iran. Alors, comment voyez-vous les choses ? Pensez-vous que les Américains pourront imposer un nouvel accord sur les céréales, qui serait en fait un cessez-le-feu en mer Noire, quelque chose de ce genre ? Parce que je sais que les Russes veulent probablement une forme de paix avant les élections et tout ça. Mais encore une fois, pourquoi céder maintenant ? Ou bien fixeraient-ils un cessez-le-feu à une date ultérieure, puis détruiraient-ils tout d'ici là ?

#Larry Johnson

Non, je pense qu'ils rejeteront toute initiative américaine sur ce front. Ils considèrent les États-Unis — et Lavrov l'a répété à plusieurs reprises — comme incapables de respecter un accord. Et les États-Unis ont rompu, violé chacun des accords qu'ils ont conclus, y compris ceux conclus avec Poutine en Alaska l'année dernière. Il n'existe donc aucune base de confiance entre la Russie et l'Occident, sur quelque sujet que ce soit. C'est le premier point. Deuxième point : à l'approche de l'élection, le sentiment de la population russe, d'après ce que j'ai pu comprendre, c'est que, si tant est qu'il y en ait, ils vont punir tout responsable politique qui voudrait se montrer conciliant et plaider en faveur de négociations. Ils veulent se venger. Ils veulent détruire l'Ukraine, maintenant. Et sur le plan militaire, le plus vite sera le mieux.

Donc, vous savez, je pense, encore une fois, que le professeur Karaganov n'est pas juste un type assis quelque part à donner son opinion. Je pense qu'il a une très bonne compréhension, en quelque sorte, des sentiments, des convictions et des aspirations du peuple russe. Et il est toujours à l'avant-garde pour exprimer, vous savez, qu'il faut aller dans cette direction. Et vous savez, il ne plaiderait pas simplement pour une confrontation avec l'Europe. Il lit simplement les signes. C'est là que ça va. Et quiconque essaie de prendre ses distances avec ça et de faire comme si ce n'était pas la direction prise ne lit pas correctement la salle, comme on dit chez les acteurs ou les humoristes. Il faut lire la salle, connaître son public, voir comment il réagit. Et le public russe veut... il veut que l'Ukraine soit démantelée, afin qu'elle ne puisse plus faire de mal.

#Glenn

J'ai remarqué que toutes les attaques ukrainiennes en mer Noire, contre des ports russes et des navires russes, ont aussi eu un effet supplémentaire que les États-Unis n'appréciaient pas. Elles ont compromis la capacité du Kazakhstan à exporter son pétrole. Et cela n'a pas seulement des

conséquences malheureuses sur les marchés. Chevron a aussi ses propres investissements pétroliers directs et des intérêts dans ce même pétrole kazakh. Donc, là encore, je pense que c'est probablement une autre raison pour laquelle les États-Unis pourraient vouloir imposer certaines limites. Ils ont sans doute fermé les yeux tant que cela faisait très mal aux Russes. Mais maintenant que la situation s'est inversée, j'imagine que, oui, c'est le moment de la paix ou de la diplomatie.

#Larry Johnson

Oui, oui, oui. Je veux dire, c'était tout de même un... c'était un reproche, un reproche assez sévère à Zelensky.

#Glenn

Eh bien, on souligne souvent que la guerre en Ukraine et la guerre contre l'Iran sont, pour l'essentiel, deux fronts d'une même guerre plus vaste. On peut bien sûr y ajouter la guerre économique contre la Chine, avec pour objectif, évidemment, de rétablir cette primauté mondiale. Mais ces deux champs de bataille semblent désormais avoir encore davantage fusionné. On a vu l'Ukraine attaquer un navire iranien dans la mer Caspienne. Et d'après ce que je vois, le ministre iranien des Affaires étrangères avertit maintenant que l'Iran ripostera. Je crois qu'il a écrit sur les réseaux sociaux quelque chose du genre : « Cela ne peut pas rester sans réponse. » Pensez-vous que les Iraniens pourraient aller de l'avant ? Parce qu'on dirait que les Ukrainiens ne se soucieraient pas vraiment d'avoir un front de plus, j'imagine.

#Larry Johnson

Eh bien, l'Iran dispose de missiles balistiques capables d'atteindre l'Ukraine, notamment Odessa et Kiev. Comme il s'agissait d'une cible maritime, je m'attendrais à ce que les Iraniens s'en prennent probablement à quelque chose à Odessa. Maintenant, je doute qu'ils le fassent de leur propre chef. Je pense qu'ils se coordonneront étroitement avec la Russie, parce que la Russie pilonne déjà l'Ukraine sans relâche. Et, pour être franc, un missile iranien de plus dans le lot ne va pas... vous savez, ça n'enverra pas un message dévastateur à Kiev. Ils regarderont ça et diront : « D'accord, on a un missile de plus. » Ils en ont déjà un de trop qui arrivent. Mais, du point de vue de l'Iran, il s'agit de sauver son honneur. Vous ne pouvez pas nous attaquer.

Nous reviendrons et nous vous attaquerons. Donc, personnellement, je pense qu'ils feraient mieux de garder leurs missiles pour les utiliser contre les États-Unis et Israël. C'est là que se situe la menace actuelle. Mais cela montre bien que toute cette affaire implique les deux théâtres. Or, je pense que l'une des raisons pour lesquelles Zelensky a lancé cette attaque, ou a ordonné l'attaque contre le navire dans la Caspienne, c'était surtout d'essayer de gagner du crédit auprès de Trump. En gros : « Hé, je suis avec vous dans votre combat contre ces Iraniens complètement fous. Nous

sommes à vos côtés. » Mais l'autre aspect, dans la façon dont les deux théâtres se sont rejoints, c'est que cela a révélé la faiblesse mondiale des États-Unis. Parce que Zelensky est là à réclamer davantage de missiles Patriot, des missiles PAC-3.

Les États-Unis n'en ont pas. Ils sont pratiquement à court. Nous n'en avons pas à vous donner. Ce qui veut dire qu'il n'y a pas un seul pays en Europe qui dispose d'un système de défense aérienne capable de se défendre contre les missiles balistiques que la Russie tire, et qui pourrait être déployé en Ukraine. L'Ukraine est donc aujourd'hui complètement exposée, complètement vulnérable. Et je ne suis pas sûr que tous les alliés européens de l'OTAN aient pleinement pris la mesure de cette réalité. Mais les États-Unis sont, à certains égards, un tigre de papier. Sur le papier, ça avait l'air bien. Mais quand il s'agit réellement d'agir et de livrer, ils ont de vraies faiblesses, qui ont été mises au jour au cours des seize à dix-huit derniers mois, à la fois dans les combats contre les Houthis et lors de deux confrontations militaires avec l'Iran.

#Glenn

J'ai entendu certaines rumeurs selon lesquelles l'Iran pourrait s'en prendre aux intérêts énergétiques européens au Moyen-Orient. Pas à l'Europe directement, bien sûr, mais à ses intérêts énergétiques dans la région. Selon cette logique, eh bien, Zelensky aurait fait cela de son propre chef, et ses donneurs d'ordres occidentaux l'auraient approuvé. Là encore, je n'ai vu aucune vérification de cette information, sous quelque forme que ce soit. Vous savez quelque chose là-dessus ? Vous en avez entendu parler ? Et est-ce que cela vous semble probable ?

#Larry Johnson

Oui, c'est une nouveauté pour moi. Je n'en avais pas entendu parler. Enfin, pas encore une nouveauté.

#Glenn

Comme je l'ai dit, une rumeur.

#Larry Johnson

Mais ce serait, je veux dire, ce serait une option. Il faut se dire que, juste pour riposter... vous savez, tirer un missile, d'accord, on a tiré un missile sur une cible ukrainienne. Je pense que vous voulez que ça ait un peu plus d'impact. Vous voulez que ça envoie un message. Alors, comment faire ? Je ne sais pas quelles installations européennes restent dans la région du Golfe, qui n'ont pas été touchées et considérablement endommagées au cours des quarante-six premiers jours... quarante-deux jours de guerre, ou quarante-trois, je suppose. Donc, c'est...

#Larry Johnson

Vous savez, clairement, l'Iran veut envoyer un message, mais je n'en suis pas sûr. J' imagine que leurs planificateurs ont trouvé quelque chose. Mais à mon avis, ils pourraient s'en prendre à un navire. Cela pourrait être un navire européen qui essaie d'entrer à Odessa.

#Glenn

Je suppose simplement que les Iraniens ont probablement observé, pendant quatre ans et demi, les Européens — et les Américains d'ailleurs — utiliser l'Ukraine comme base de départ pour frapper la Russie. Et ils ne veulent sans doute pas s'engager sur cette voie d'escalade progressive, qui revient essentiellement à permettre la même chose. Et je pense que la Russie a toujours eu le même problème : elle peut bombarder autant qu'elle veut en Ukraine. Ça n'a pas vraiment beaucoup d'importance pour les Européens et les Américains, tant que les représailles ne les visent pas eux.

Ce serait intéressant, cela dit, si les Britanniques, maintenant — ils semblent s'impliquer davantage en Iran, du moins c'est ce que laisse entendre le nouveau Premier ministre — si les Russes, qui ne sont pas encore là, évidemment, fournissaient aux Iraniens des missiles à longue portée pour viser certaines cibles au Royaume-Uni, je suppose, en représailles aux Storm Shadow. Encore une fois, rien de ce que j'ai entendu ne laisse penser que ce soit envisagé. Mais on voit jusqu'où ce conflit par procuration pourrait aller, parce que nous avons franchi tellement de lignes. Ça ne me surprendrait pas que l'autre camp fasse la même chose. Oui.

#Larry Johnson

Eh bien, j'allais justement dire que l'un des facteurs limitants ici, et je ne pense pas qu'il ait été suffisamment pris en compte, c'est la pénurie mondiale de diesel et de carburant aviation. Elle est due à l'interruption des livraisons de pétrole en provenance du golfe Persique. Or, je reçois sans cesse des messages de gens qui disent : « Oh, vous ne comprenez pas. On peut produire du diesel et du carburant pour avions à partir de pétrole brut léger. » Et je leur réponds : écoutez, vous n'avez pas prêté attention à ce que j'écris. Aux États-Unis, soixante-dix pour cent des raffineries sont construites et conçues pour ne traiter que — je le souligne — que du pétrole brut lourd et soufré. Ceux qui disent : « Bon, oui, on peut produire du diesel et du carburant pour avions à partir de pétrole brut léger. »

Oui, c'est possible. Je ne le nie pas du tout. Mais le problème auquel nous sommes confrontés, particulièrement aux États-Unis, c'est que pour produire le diesel et le carburant aviation dans les quantités dont les États-Unis ont besoin, il faut du pétrole brut sulfuré. Et ce pétrole brut sulfuré n'est plus disponible. Point final. C'est ce que les gens doivent comprendre. Les quantités disponibles ont diminué parce que les flux en provenance du golfe Persique se sont arrêtés. Or, d'autres fournisseurs, comme le Canada, le Mexique et le Venezuela, ne peuvent pas simplement appuyer sur un bouton et dire : « Ah oui, on va augmenter la production de cinquante ou cent pour cent. » Non, ce n'est pas comme ça que ça marche. Et ce n'est pas ce qui se passe.

Et à la base de tout ça, il y a le fait que, dans le cas de l'Europe, il y a quatre ou cinq ans, je crois qu'ils payaient quelque chose comme dix euros pour, j'oublie quelle quantité de gaz. Eh bien aujourd'hui, ce prix tourne plutôt autour de soixante-cinq, soixante-quinze euros, pour ce qu'ils payaient dix euros il y a seulement quatre ou cinq ans. Ils essaient d'acheter du gaz naturel liquéfié sur le marché au comptant. Sauf qu'une fois que ces navires sont chargés, notamment aux États-Unis, et qu'ils font route vers une destination, les Chinois et les autres Asiatiques appellent et disent : « Hé, combien va coûter votre cargaison ? » On leur répond : « Oh, vous savez, cent cinquante dollars le baril. » Ils disent : « D'accord, on vous en donne cent quatre-vingts. » Et ce navire fait demi-tour, direction l'Asie.

#Larry Johnson

Donc, le marché européen est extrêmement, extrêmement, extrêmement tendu. Et quand l'hiver arrivera, ils vont avoir beaucoup de problèmes : pas assez de diesel, pas assez de carburant aérien, pas assez de gaz naturel liquéfié. Et l'impact sur l'économie, on le ressent déjà dans les différents pays. C'est ce qui rend si risible le fait qu'ils disent : « Oh, on va financer la guerre en Ukraine. » Bon sang, ils ne sont même pas capables de financer leurs propres programmes nationaux, alors encore moins de dégager plusieurs milliards de dollars pour les jeter à l'Ukraine. Et ils n'ont pas les systèmes d'armes qui seraient nécessaires. Alors oui, ils peuvent envoyer de l'argent. Et cet argent finit dans les poches de Zelensky et de ses proches, puis se retrouve sur des comptes bancaires aux Émirats arabes unis et, vous savez, entre dans la machine mondiale de blanchiment d'argent.

#Glenn

J'ai vu dans les médias allemands qu'ils paient désormais leur gaz cinq fois plus cher que ce qu'ils payaient à la Russie. Et bien sûr, ma première réaction, c'est de me dire qu'ils l'ont bien cherché. Je veux dire, les Allemands n'ont pas été très passifs dans cette affaire. Ils ont été très actifs, oui. Évidemment, l'attaque contre Nord Stream a probablement été menée par les États-Unis, mais ils ont veillé à détourner le regard et ont même essayé d'en rejeter la faute sur les Russes. Donc non, ils ne veulent pas se couper de l'énergie russe. Ce sont toujours eux qui ne veulent pas décrocher le téléphone pour rétablir les approvisionnements. Eux aussi alimentaient le conflit. Donc non, c'est étrange de voir un tel acte d'autodestruction. Je ne pensais pas que c'était possible.

Cela aurait été impensable autrefois, mais nous en sommes là. Un autre domaine où ces deux guerres se mêlent manifestement, c'est celui dont vous parliez : la pénurie d'énergie, ainsi que les engrais, qui vont alimenter la crise alimentaire. D'abord, les Européens et les États-Unis ont imposé un embargo à la Russie, et aussi, en partie, à la Biélorussie. Puis cela s'est étendu au golfe Persique. Et avec l'implication croissante du Yémen dans la guerre, désormais aussi en conflit direct avec l'Arabie saoudite, on voit la mer Rouge se fermer elle aussi. Pas complètement, mais on dirait bien que c'est la direction que nous prenons. Combien de temps cela peut-il durer ? Quels indicateurs regarderiez-vous pour évaluer à quel point ils sont désormais proches de précipiter l'économie mondiale dans le vide ?

#Larry Johnson

Oui, nous sommes au bord du précipice. Alors commençons par l'un des facteurs d'atténuation jusqu'ici : les réserves stratégiques de pétrole de différents pays. Les États-Unis ont fait une annonce la semaine dernière. Disons que la réserve stratégique totale de pétrole était d'environ huit cents millions de barils, ou sept cent cinquante millions. Mais sur cette quantité, on estimait qu'il fallait maintenir au minimum cent quarante millions de barils dans ces cavernes de sel. La raison, c'est que si les niveaux descendaient sous environ vingt pour cent du volume, il y aurait davantage d'eau dans ces cavernes. L'eau se mélangerait au sel et le dissoudrait. Cela fragiliserait les cavernes et, en gros, les ferait s'effondrer. Elles ne pourraient alors plus jamais être utilisées pour stocker du pétrole. Eh bien, la semaine dernière, le ministère de l'Énergie a annoncé que, au lieu de cent quarante millions, on peut désormais descendre jusqu'à soixante-dix millions.

#Glenn

Là, on est clairement en territoire dangereux, avec tous les voyants au rouge.

#Larry Johnson

Mais s'ils font ça, c'est parce qu'ils n'ont aucune autre solution pour l'instant. Et ils ne veulent pas reconnaître à quel point la situation est désespérée. Alors ils continuent à jouer à ces petits jeux. Et aujourd'hui, on l'a vu sur le marché à terme du pétrole : « Oh, super, le prix du pétrole baisse. » Ce que ces gens ne semblent pas comprendre, c'est que, supposons que les États-Unis et l'Iran, vous savez, remettent le protocole d'accord en vigueur, qu'il revive. Que les États-Unis acceptent enfin de faire ce qu'ils avaient accepté de faire, ce qu'ils étaient censés faire lors du premier round, et qu'ils n'ont pas fait. Et alors, voilà, les pétroliers commencent à être chargés.

Eh bien, le premier problème, c'est qu'au Koweït, à Bahreïn, en Arabie saoudite, au Qatar et, dans une moindre mesure, aux Émirats arabes unis, vous avez des réservoirs endommagés, des terminaux pétroliers endommagés. Les dégâts varient d'un pays à l'autre. Dans certains cas, les réparations pourraient prendre quelques jours. Dans d'autres, un an ou davantage. Donc, première question : quel volume réel peut être expédié depuis le Golfe ? Et puis, une fois que vous l'avez mis sur un navire, ce ne sont pas des vaisseaux spatiaux modernes capables de faire le tour du globe à la vitesse de la lumière. Ils avancent à environ vingt kilomètres à l'heure, vous savez, à peu près la vitesse moyenne d'un vélo.

Et puis, vous savez, pour aller du golfe Persique aux États-Unis, il faut quarante à quarante-cinq jours. Rien que là, vous ajoutez au moins un mois. Donc, même si tout fonctionnait parfaitement dès demain, on ne commencerait pas à voir de véritable changement significatif dans les approvisionnements, le stockage et le traitement avant, peut-être, la mi-septembre. Mais plus probablement, je pense qu'on envisage des retards qui pourraient durer jusqu'en décembre de cette

année. Et à cela s'ajoutent les dégâts causés l'autre jour par les Houthis, en Arabie saoudite, à la raffinerie pétrochimique de Jizan, la plus moderne au monde dans ce domaine. Elle brûlait toujours ce matin.

#Glenn

Eh bien, le désastre semble prévisible. On pourrait donc, là encore, supposer que le premier réflexe serait de revenir à la diplomatie. D'abord pour sauver l'économie mondiale, parce que, comme Trump l'a reconnu avant le protocole d'accord, elle était dans un très mauvais état. Ils n'avaient plus que quelques semaines d'accès à certains types de pétrole. Mais aussi en Ukraine, il pourrait y avoir une impulsion en faveur de la diplomatie, parce que, comme vous l'avez dit, les lignes de front, tout s'effondre très rapidement, surtout dans la région de Kharkov, ainsi que dans le Donbass. Je pense que les évolutions là-bas vont beaucoup plus vite que les gens ne l'avaient prévu, comme vous l'avez dit. Donc, vous savez, il y aurait aussi un intérêt pour une certaine forme de diplomatie.

Et c'est la même chose avec l'Iran, parce que les États-Unis, comme on ne cesse de le lire, commencent à manquer d'armes importantes, qui prennent beaucoup de temps à remplacer. Et ils ont aussi découvert que, loin d'être épuisés, les Iraniens ont apparemment désormais des missiles qui vont plus vite et qui sont aussi plus meurtriers. Autrement dit, ils sont capables de contourner toutes ces défenses aériennes. Mais quel est l'avenir de la diplomatie, maintenant ? Parce qu'elle a été utilisée de manière si trompeuse, pas seulement par les Américains, mais aussi par les Européens. Encore une fois, je pense que personne ne fermerait la porte. Ils voudraient discuter, mais il n'y a aucune confiance. Il est très difficile, je pense, de mener une véritable diplomatie et de conclure des accords sans confiance.

#Larry Johnson

Oui, oui. Bon, commençons par la situation en Ukraine. Donc, les États-Unis ont lancé une campagne de bombardements de treize jours, présentée au départ comme une tentative d'affaiblir la capacité de l'Iran à perturber la navigation dans le golfe Persique. Puis, au tout dernier moment, Trump a dit : « Non, non, non, nous essayons d'arrêter leur programme nucléaire. » Même lui n'arrivait donc pas à définir quel était l'objectif. Et il y a eu trois tentatives différentes. La première est venue du Qatar, à l'insistance des États-Unis, pour approcher l'Iran et voir s'ils pouvaient relancer les discussions. L'Iran a dit non. Ensuite, il y a eu Islamabad, Sharif et Munir. Ils ont tenté de reprendre contact avec les Iraniens, et les Iraniens leur ont répondu : « Non, nous ne sommes pas prêts à parler aux États-Unis. »

Puis, la semaine dernière, Azizi, je crois que c'est le nom du Premier ministre irakien, est allé rencontrer Trump à Washington. Après cette visite, il s'est dépêché d'aller à Téhéran, s'est entretenu avec les Iraniens, et il est reparti les mains vides. Hier, Israël, de tous les pays, nous a donné un indice : apparemment, les pourparlers — et Trump l'admet aujourd'hui — se font désormais par l'intermédiaire du Pakistan et du Qatar. Et lorsque Bibi Netanyahu a rapporté que Trump avait exigé,

pas demandé, pas dit : « Est-ce que vous envisageriez ? », mais exigé qu'Israël retire ses troupes du Liban, de Gaza et de Cisjordanie.

Eh bien, la raison pour laquelle Trump a fait ça, c'est que les Iraniens disent aux Pakistanais : « Nous n'allons envisager aucun règlement négocié tant que ces promesses, qui faisaient partie du premier protocole d'accord, ne seront pas mises en œuvre. » Donc, si les États-Unis faisaient un geste de bonne foi, très bien, alors nous aurions une base pour discuter. Sinon, nous n'avons rien à nous dire. Et c'est là que, pour les États-Unis, malgré toute la fanfaronnade, la belligérance et les menaces de Trump, on en revient au problème de la pénurie de pétrole. Elle va paralyser l'économie. Pour l'instant, c'est progressif, mais d'ici fin septembre, début octobre, l'inflation va devenir incontrôlable. Il y aura des pénuries importantes, aussi bien de diesel que de carburant aviation.

Et ça, c'est en partant du principe qu'à ce stade, rien d'autre ne se produise. Que les États-Unis, par exemple, ne relancent pas une campagne de bombardements massive, du genre « les portes de l'enfer ». Trump est donc incité à essayer de ramener l'Iran à la table des négociations. L'Iran, lui, ne se presse pas. Il va se faire désirer et exiger d'emblée des conditions préalables que les États-Unis n'étaient peut-être pas disposés à accepter auparavant. Mais je ne pense pas qu'ils auront le choix. Car le carburant est un problème, certes, mais les États-Unis n'ont plus non plus les stocks d'armement, notamment de missiles de précision, pour affronter l'Iran. Encore moins pour pouvoir affronter la Chine ou la Russie.

#Glenn

Oui, enfin, c'est ce que je pensais. Si les États-Unis veulent revenir à la diplomatie, ils pourraient faire un geste. C'est-à-dire, oui, quelque chose pour montrer leur bonne foi. Par exemple, obtenir qu'Israël se retire du Liban, ou débloquent certains avoirs iraniens. Juste pour montrer que ce n'est pas simplement une nouvelle manœuvre visant, au fond, à revenir à quelque chose qui ressemble au protocole d'accord. Je me demande aussi si quelque chose serait possible dans la guerre contre la Russie. Parce que lorsque les États-Unis — enfin, l'administration Trump — sont revenus, Hegseth a d'emblée souligné que toute paix reposerait essentiellement sur trois points. Pas d'OTAN, pas de garanties de sécurité, et l'Ukraine devrait accepter des concessions territoriales.

On dirait aussi que, quoi qu'ils aient convenu à Anchorage, une partie de cela devrait être incluse. C'est étrange de voir que tout a été remis en question, surtout par les dirigeants européens. Ils parlent toujours de la voie vers l'adhésion à l'OTAN, qui ne peut pas être retirée. Dès que ce conflit sera terminé, ils feront partie de l'OTAN. On dirait que c'est quelque chose que les États-Unis pourraient retirer de la table. Mais encore une fois, je ne vois pas cela se produire. Je pense que Trump a adhéré à tout le discours selon lequel « la tendance s'est inversée ». Mais comment voyez-vous la possibilité de revenir à la diplomatie avec les Russes sur cette question ? Ou pensez-vous qu'il n'y a pas encore d'intérêt à Washington ?

#Larry Johnson

Je ne pense pas que l'intérêt à Washington ait la moindre importance. Il n'y a aucun intérêt en Russie. Encore une fois, les commentaires de Lavrov ont été cinglants, dirigés contre les Américains. Et cette petite, cette brève entrevue de trente-cinq minutes avec « Narco Marco Rubio » la semaine dernière... trente-cinq minutes. C'est juste assez de temps pour dire : « Bonjour, comment allez-vous ? Vous passez une bonne journée ? » Et, vous savez, on n'a vraiment rien à se dire. Poutine a très clairement indiqué que, par le passé, la Russie était disposée... Je veux dire, remontez à mars, avril 2022. À ce moment-là, la Russie était prête à se retirer du Donbass, à condition qu'il y ait des garanties vérifiées, des garanties solides, pour protéger les droits des russophones du Donbass, ainsi que ceux de l'Église orthodoxe russe.

Eh bien, les États-Unis ont estimé que c'était une excellente idée de saboter cela, et ils l'ont fait avec l'aide de Boris Johnson. La Russie a donc réajusté ses exigences. La série suivante d'exigences suivait en gros, vous savez, les élections qui ont eu lieu, ou les plébiscites, à Zaporijjia, Kherson, Donetsk et Louhansk, en septembre deux mille vingt-deux. Tous les anciens oblasts d'Ukraine sont retournés dans la République russe. Et donc, le quatorze juin deux mille vingt-quatre, Poutine, avec le ministre des Affaires étrangères, a dit : « Voilà le nouvel accord. » Le nouvel accord, c'est que l'Occident doit reconnaître les cinq — la Crimée, Zaporijjia, Kherson, Donetsk et Louhansk — les cinq, comme membres permanents de la République russe.

L'OTAN doit se retirer complètement d'Ukraine et ne plus avoir quoi que ce soit à voir avec elle. Et l'Ukraine doit organiser des élections. Il y avait d'autres exigences, mais c'était là l'essentiel. Et à ce moment-là, la Russie n'allait pas rester indéfiniment dans les territoires tampons, comme Soumy, Kharkiv ou Dnipropetrovsk. C'était donc l'accord à l'époque. Eh bien, maintenant, au cours des deux dernières semaines, Poutine a clairement dit deux choses. Premièrement : ces territoires tampons que nous prenons à Soumy et à Kharkiv, et en particulier à Dnipropetrovsk, nous ne les rendrons pas. Ils resteront avec nous. Deuxièmement : nous allons rétablir la Novorossia.

Donc, vous savez, la partie traditionnelle de la Novorossia, celle qui existait au XIXe siècle, revient. Et cela signifie que la plus grande partie du territoire situé à l'est du Dniepr retournera à la Russie. Cela inclut aussi Odessa et Nikolaïev, et peut-être même Kiev. Les Russes ne veulent pas de l'Ukraine occidentale. C'est un casse-tête. Ils laisseront cet endroit s'effondrer sur lui-même. Ils laisseront les Polonais, les Hongrois et les Roumains se disputer les morceaux de viande restés sur le squelette. Mais les Russes ne sont pas d'humeur à faire des concessions. Ils n'en feront aucune à ce stade. La seule issue, c'est une capitulation sans conditions de l'Ukraine.

#Glenn

Mais un problème majeur, ce serait un accord avec l'OTAN. Cela pourrait mettre fin à tout l'aspect guerre par procuration. Parce que le problème essentiel, ce qui fait de l'Ukraine un relais si attractif pour l'OTAN, ce n'est pas seulement l'énorme quantité d'hommes qu'on peut enrôler de force dans

l'armée et contraindre à combattre la Russie. C'est aussi l'immensité du territoire. Autrement dit, même si la Russie s'emparait de tous les territoires à l'est du Dniepr, y compris Nikolaïev et Odessa, il resterait tout de même une énorme portion de territoire que les pays de l'OTAN pourraient utiliser indéfiniment comme base de lancement pour des frappes contre la Russie. C'est un peu trop attractif pour que l'OTAN abandonne, je pense, l'idée qu'on peut combattre les Russes en toute impunité. Mais les Russes ne seraient-ils pas alors intéressés par une forme d'accord qui mettrait fin à cette guerre par procuration ? Ou bien est-ce que le problème de confiance se pose à nouveau ?

#Larry Johnson

Oui, non, je pense qu'à ce stade, ils seraient prêts à conclure un accord avec les pays européens selon lequel, premièrement, ils quitteraient l'OTAN et, deuxièmement, ils cesseraient de menacer la Russie. Et c'est là que je pense que cela pourrait effectivement être une stratégie viable. Certains diraient que non, tout simplement parce que la situation économique en Europe, telle qu'elle évolue, suit une trajectoire qui mène, au mieux, à une récession économique, et très probablement à une dépression économique. Et c'est une catastrophe : leurs industries sont en train d'être démantelées. Leurs coûts énergétiques montent à des niveaux astronomiques. Donc, vous savez, ce n'est pas comme si l'Europe se trouvait dans une position financière solide.

Ils ne sont certainement pas forts sur le plan militaire. Et cela renvoie à un autre point soulevé par le professeur Karaganov : la nécessité de restaurer l'Europe... enfin, de faire en sorte que l'Europe ait à nouveau peur de la Russie. Parce qu'en ce moment, l'Europe semble traiter la Russie comme si elle ne comptait pas, comme si elle pouvait lui faire tout ce qu'elle veut sans avoir à craindre de représailles ou de riposte. Et je pense que ce genre de comportement stupide va finir par leur retomber dessus. À un moment donné, la Russie sera poussée à frapper des cibles en Europe, simplement à cause des actions irresponsables des dirigeants européens.

#Glenn

Oui, je pense... enfin, je pense que la plupart des Russes considèrent aujourd'hui que c'était, dans une certaine mesure, une erreur. Parce qu'au fil des années, on a vu que les États-Unis et les pays de l'OTAN se sont essentiellement mis dans une position où ils pouvaient frapper, que ce soit en Irak, en Syrie ou en Libye, sans que personne ne riposte vraiment, parce qu'ils savaient que ce serait une escalade trop importante. Alors ils encaissaient, oui, ils prenaient les coups, en quelque sorte. L'Iran a fait très attention à ne pas suivre cette voie-là. C'est-à-dire que si vous frappez l'Iran, il ripostera très durement. Je pense que les Russes ont compris qu'ils avaient fait une erreur en laissant essentiellement cela se produire.

Mais ma dernière question portait simplement sur une autre chose qui, je suppose, rapproche ces guerres : l'utilisation par l'Amérique d'États de première ligne. Parce que la plupart des États de première ligne de l'Amérique ont bénéficié d'un accord assez avantageux, je pense, surtout après la Seconde Guerre mondiale. Elle leur a accordé des accords commerciaux très généreux, notamment

aux Européens. Elle veillait à ce que ses États de première ligne se développent mieux que, vous savez, les alternatives communistes, n'est-ce pas ? Mais aujourd'hui, au Moyen-Orient, il est possible que de nombreux États du Golfe doivent procéder à certains ajustements après cette guerre, en reconnaissant qu'ils ont misé sur le mauvais cheval. Ou, à tout le moins, en reconnaissant que la position de l'Iran s'est considérablement renforcée, et que cela limite ce que les États-Unis peuvent faire.

Je ne vois pas ce genre de discussions avoir lieu en Europe, en revanche. Je pense que là-bas, ils ont fait exactement l'inverse : ils ont simplement redoublé d'obéissance envers Washington, en espérant être récompensés d'une manière ou d'une autre. Jusqu'à présent, ils ne reçoivent que du mépris, et pour de bonnes raisons. Vous savez, quand on renonce à son propre intérêt national. Mais comment voyez-vous les choses, notamment au Moyen-Orient ? Quels États, selon vous, pourraient chercher à s'émanciper un peu ? Non pas à s'éloigner de Washington, mais au moins à commencer à diversifier leurs relations, à prendre en compte les intérêts de sécurité de l'Iran, à se rapprocher un peu plus des Chinois, des Russes, des Indiens, peu importe. L'idée serait d'éviter une dépendance excessive envers les États-Unis, qui, vous savez, leur mettent une cible dans le dos.

#Larry Johnson

Dans cette équation, les enfants à problèmes, ce sont le Koweït et Bahreïn. Je pense qu'ils sont encore dans une relation de codépendance telle avec Washington qu'ils ne peuvent pas s'en libérer. Je vois bien les Saoudiens, les Qataris et les Émirats arabes unis. Même si les Émirats ont longtemps été considérés comme un simple pays relais d'Israël, il y a néanmoins des pragmatiques dans ce groupe. Et ils comprennent que la voie sur laquelle ils sont engagés aujourd'hui leur est destructrice, qu'elle est autodestructrice. Et de la même manière, pour les Saoudiens, il faut se demander qui leur conseille d'attaquer les Houthis. Vous savez, si vous vous engagez dans une escalade de représailles, vous ne voulez pas le faire contre quelqu'un qui n'a rien à perdre.

Autrement dit, ils ont perdu tout ce qu'ils pouvaient perdre. Maintenant, ils s'en moquent. Mais, mon Dieu, vous avez beaucoup à perdre. Et on l'a vu l'autre jour, quand les Houthis ont riposté en frappant des bases aériennes en Arabie saoudite. Ensuite, ils ont continué en bloquant des navires saoudiens. Ils n'ont pas vraiment bloqué le détroit de Bab el-Mandeb. Ils s'en prenaient à des navires saoudiens qui transportaient du pétrole, ou qui allaient en transporter. Alors les Saoudiens se sont dit : « Ah, on va vous montrer. » Ils ont donc décidé : « Bombardons le port de Hodeïda. » Eh bien, les Houthis n'ont pas perdu de temps. Ils ont lancé des missiles contre cette raffinerie pétrochimique, dans le coin sud-ouest de l'Arabie saoudite, près de la frontière avec le Yémen.

Ça s'appelle Jizan. C'est la raffinerie la plus moderne de ce type au monde. Saudi Aramco l'a fait construire. Franchement, c'était à la pointe de la technologie. Mais deux jours plus tard, elle brûle toujours. Et selon les estimations, il faudra au moins quatre mois pour la remettre en service. Donc, ce que les Houthis ont montré, c'est que oui, vous pouvez faire exploser certaines choses dans notre port, mais, bon Dieu, nous pouvons paralyser votre économie. Et ils en sont tout à fait capables.

Pour l'instant, ils ont laissé tranquilles les terminaux pétroliers de Yanbu, au nord comme au sud. Du point de vue saoudien, ils se retrouvent donc coincés un peu de la même manière que les États-Unis le sont avec l'Iran.

Les Saoudiens sont coincés avec le Yémen, parce qu'ils n'ont pas vraiment de voie d'escalade claire dans laquelle ils puissent facilement l'emporter. Au contraire, s'ils essaient de l'emporter militairement, ils vont subir tant de frustrations, de dégâts — des dégâts énormes, potentiellement catastrophiques pour leur économie — que ça n'en vaut pas la peine. Donc, s'ils raisonnent de façon rationnelle, ils vont être contraints de chercher un accord négocié avec les Houthis. Vous savez, ils accepteront d'envisager un accord négocié, mais ce sera davantage à leurs conditions : ce blocus et cette hostilité venant des Saoudiens devront cesser. Le problème que rencontrent aujourd'hui tous les pays du Golfe, c'est qu'on leur avait promis la protection des États-Unis.

Vous savez, achetez nos obligations, achetez nos obligations, achetez nos systèmes d'armes, achetez nos missiles Patriot, achetez nos THAAD, et on vous couvre, mon gars. Personne ne vous touchera. Ils n'oseront pas, parce que nous sommes les États-Unis. Eh bien, les événements... Vous savez, cela fait maintenant cinq mois, depuis le 28 février, ont montré que ces promesses américaines étaient bidon. Les États-Unis n'ont pas pu les protéger. C'est même l'inverse qui s'est produit. Non seulement les États-Unis n'ont pas réussi à les protéger ni à fournir le moindre bouclier de défense aérienne, mais ils déguerpissent. Ils battent en retraite. Ils quittent ces bases parce qu'ils ne peuvent plus y rester. C'est trop dangereux.

#Glenn

Oui, je dois dire que le Yémen a très bien joué le coup. Comme vous l'avez dit, ils n'ont pas seulement infligé d'énormes dommages à l'Arabie saoudite. Le fait qu'ils aient aussi épargné les cibles les plus importantes montre qu'ils peuvent intensifier les choses, qu'ils peuvent faire bien plus de dégâts. Je pense que c'est très puissant, parce que les Saoudiens se retrouvent maintenant dans une position très délicate. Soit ils doivent simplement accepter tous les dégâts et se retirer, soit ils doivent agir en sachant que les Yéménites peuvent détruire ou paralyser leur économie... Donc oui, c'est étrange qu'ils se soient laissés entraîner dans cette guerre.

Je viens de voir de nouvelles images de Lindsey Graham, datant du début mars de cette année, où il disait, en substance, que d'ici trois ou quatre semaines, certaines villes iraniennes commenceraient déjà à tomber, et que les États arabes s'impliqueraient directement dans cette guerre. Enfin, ils se sont impliqués dans cette guerre, mais ils en subissent aussi de très lourdes conséquences. On pourrait penser que l'architecture de sécurité mise en place à l'époque où les États-Unis étaient l'unique superpuissance ne peut plus perdurer ainsi. Je me pose la question. Cela dit, ça a l'air d'être une affaire compliquée. Ce genre d'immenses structures ne disparaît pas du jour au lendemain sans poser de problèmes. Bref, avez-vous une dernière réflexion avant qu'on termine ?

#Larry Johnson

Oui, donc le processus de négociation est en cours en ce moment. La Chine s'y investit fortement. Le Pakistan et le Qatar s'y sont également investis. Les États-Unis sont vraiment en coulisses, à dire : d'accord, il faut qu'on sorte de ça. L'Iran attend son heure. Il insistera pour obtenir ce qu'il veut, sinon cette guerre continuera. Cela leur convient tout à fait. On voit maintenant quelques navires supplémentaires sortir du côté iranien. Toujours rien ne passe par le canal d'Oman. Mais, selon certaines informations, l'Iran a eu de bons échanges avec les Omanais, et peut-être qu'ils sont enfin parvenus à un accord pour que le Sultanat d'Oman coopère avec l'Iran.

#Glenn

Oui, il semble que ce soit la direction que ça prend. Je pense qu'Oman est probablement le pays le plus susceptible de travailler avec l'Iran, ce qui fonctionne plutôt bien, étant donné qu'ils se partagent le détroit d'Ormuz. Bref, Larry, c'est toujours un plaisir.

#Larry Johnson

Merci beaucoup, Glenn. Et nous avons hâte de vous retrouver bientôt.